

Rapport d'activités 2004 Partie Sud (Afrique)

2004 était une année importante pour le Comité de « Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud ». En plus **du travail de suivi des projets sur le terrain**, il a continué et approfondi le **travail de réflexion** sur ses activités en Afrique.

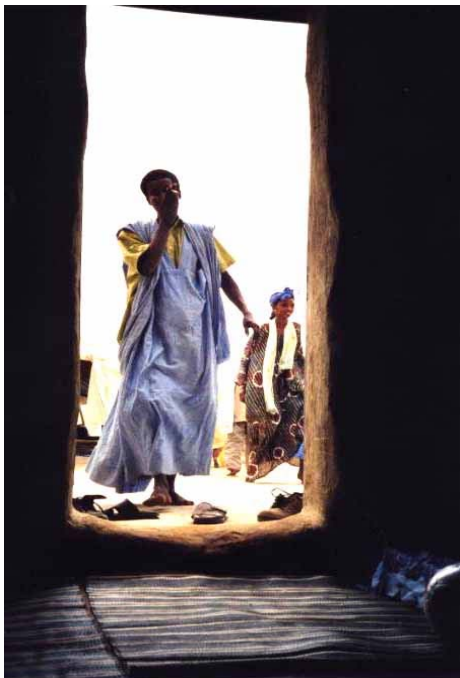
La question de l'agriculture et celle de la **souveraineté alimentaire**, qui sont les préoccupations principales de la coopérative maraîchère à Genève, deviennent également le centre de nos préoccupations en Afrique. En effet, dans une société rurale, l'amélioration de la qualité de vie ne peut que passer par l'amélioration du statut du producteur agricole. Les deux démarches

autrefois séparées - le syndicalisme au Nord et le développement au Sud - se rapprochent de plus en plus

en plus dans une vision commune des producteurs du Nord et du Sud sur un monde agricole sous forte pression de la mondialisation, de l'agriculture industrielle et de l'agro-business.

Dans une société rurale, l'amélioration de la qualité de vie ne peut que passer par l'amélioration du statut du producteur agricole.

Les projets



Le travail de projet s'est poursuivi dans de bonnes conditions: les réalisations avancent. Les projets, financés en grande partie à travers la FGC par la DDC, l'État et la Ville de

Genève, ainsi que par les Communes de Vernier, Plan-les-Ouates, Carouge, Jussy, Veyrier, Collex-Bossy, Meyrin et Puplinge, représentent pour la majeure partie de nos partenaires un apport essentiel à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les grands axes sont toujours:

- Le financement de fonds de développement local, d'une commune de chacun des trois pays, le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.
- Le soutien d'unions, structures qui regroupent des coopératives de production agricole ou artisanale, souvent de femmes.

Nos projets sont financés en grande partie par la Fédération Genevoise de coopération (FGC), dont les Jardins de Cocagne sont membre.

- Le projet de la Caravane en Mauritanie, un échange d'expériences de production et aussi des rencontres culturelles entre des unions et des coopératives de production de la région.
- Le projet Sida, appui à l'information sur la maladie et à l'intégration de personnes

séropositives, en lien avec des partenaires existants des Jardins de Cocagne.

Globalement les projets ont reçu un financement d'environ CHF 600'000.-.

Les détails sur les projets se trouvent dans la deuxième partie de ce rapport.

Information et réflexion

Bilan de la stratégie programme 1985-2003 - Proposition de nouvelles orientations

Conscients d'arriver à un tournant, nous avons initié en 2003 une étude pour mieux comprendre les changements de la société et les effets de notre travail depuis 15 ans et pour mieux définir les orientations futures de notre travail en Afrique. Les enseignements de cette étude, élaborée par Lamine Ba, sociologue sénégalais et par Christophe Boscher, agronome français avec une longue expérience de l'Afrique, ont été très riches.

Elle ne s'est de toute évidence pas limitée au « visible », mais elle s'est intéressée bien plus à l'évolution des valeurs et des mentalités, des structures de société. La dimension

... des réflexions qui dépassent largement le cadre de nos contacts habituels, centrés sur les projets.

culturelle, dans un sens large, y jouait un rôle déterminant.

Cette étude nous a permis de mettre en évidence et de discuter ensemble avec nos partenaires du Sud des

réflexions qui dépassent largement le cadre de nos contacts habituels, centrés sur les projets.

La démarche d'évaluation a été définie en contact avec des experts et avec la DDC. La DDC y a aussi contribué financièrement. Le résultat de ce travail est une étude d'environ 120 pages. Nous avons fait une synthèse de 8 pages. Les deux documents sont disponibles sur demande.

Restitution à Genève

Le 19 mars, les deux enquêteurs ont présenté l'étude au comité des Jardins de

Cocagne, aux représentant-e-s de la DDC et de la FGC. Deux experts externes du développement ont assisté à la séance. La présentation était suivie d'un débat constructif qui a permis d'approfondir les analyses et surtout d'affiner la perspective des Jardins de Cocagne: renforcer le lien entre producteurs du Nord et producteurs du Sud.

Rencontre entre la FGC et la DDC

Les Jardins de Cocagne étaient invités à la rencontre annuelle entre la FGC et la DDC. C'était encore une occasion de présenter les résultats de l'étude, cette fois en présence des représentations de l'Etat et de la Ville de Genève. L'exposé a été suivi d'un débat nourri.

Restitution à Bakel

Au mois de juin, la restitution à Bakel, Sénégal, à nos partenaires africains avait pour fil rouge: nous voulons stimuler une réflexion autour de la question de la souveraineté alimentaire. Il ne s'agit pas de créer des projets et encore moins de nouvelles structures. Le résultat de cette réflexion devrait renforcer l'identité de producteur et les capacités quantitatives et qualitatives de production et de commercialisation et renforcer la capacité d'organisation et d'expression syndicale (on pense aux organisations régionales, nationales, au ROPPA (Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) et à Via Campesina). Malgré l'hétérogénéité du public présent, les débats étaient un bon début à un long processus à mener et ils ont permis de dégager des pistes de la futur recherche-action.

Bulletins d'information

Comme l'année précédente, nous avons réalisé deux bulletins d'information à l'intention des 400 membres de la

coopérative Jardins de Cocagne, ainsi que de 50 autres personnes intéressées par notre travail.

Communes

Dans le cadre d'un contact établi par la FGC, nous avons présenté le projet de Koussané à la commission sociale de la Commune de

Vernier et celui du Sida à celle de la Commune de Meyrin.

FGC

Au mois de novembre, nous avons organisé, ensemble avec le GRAD et le CETIM, le Forum « Pas de développement solide et durable sans souveraineté alimentaire ». Les intervenants d'Uniterre et de Swissaid ainsi que les participants ont pu apporter une

vision claire sur la situation actuelle de l'agriculture et surtout de sa perspective entre le concept de la souveraineté alimentaire et la pression de la mondialisation, de l'agriculture industrielle et de l'agrobusiness.

Exposition « Quitter le fleuve Sénégal - Paris, l'espoir du retour »

L'exposition sur la migration a commencé son parcours fin 2002. Elle a rencontré un beau succès, à la fois sur le plan artistique avec les dessins d'Oscar Baillif et sur le plan de son contenu.

En 2004, elle a été montrée au Centre de

Loisirs et de Rencontres de Chêne-Bourg et à l'Eglise française réformée de Berne dans le cadre des rencontres sur l'exil.

Photos d'Afrique

En automne, Serge Boulaz, photographe, s'est rendu dans notre région pour prendre des photos de la population, de préférence dans ses activités de production agricole. Les photos seront exploitées si possible dans une exposition de rencontre entre les producteurs du Sud et ceux du Nord.



Débat sur la souveraineté alimentaire

Nous avons participé à un débat sur la souveraineté alimentaire organisé par la

coopérative Jardins de Cocagne pour les coopérateurs.

Le Comité

Le Comité s'est réuni régulièrement, en principe tous les mois. Les efforts en faveur d'une répartition plus équitable du travail et

d'une organisation plus spécialisée des tâches se sont poursuivis. Certaines activités ont été accomplies en sous-groupes.

Assemblée générale

L'assemblée générale s'est déroulée comme d'habitude conjointement avec la branche du Nord (donc des activités d'insertion sociale et des visites au jardin), en présence de 16

Mission

Reto Cadotsch, François Aubert et Alfi Brungger ont effectué la mission annuelle

FGC

Nous avons continué notre participation active, dans la mesure de nos possibilités, aux activités de la FGC.

Nous avons commencé le travail de formulation du Plan d'action et de la Stratégie générale. La proposition de la FGC de travailler par plan d'action plutôt que par

Visites

Au mois de juin, le Comité a reçu la visite du maire de la Commune de Baïdiam, Ibrahim Thioye, du conseiller municipal et trésorier Djibril Gandega et de la stagiaire du GRDR

Interreg / GRAD

Nous avons participé à la préparation d'une série d'ateliers sur l'agriculture dans le cadre des projets Interreg, projets menés par le

personnes. A côté de la partie statutaire, nous avons présenté un diaporama du projet de la Caravane du Guidimakha en Mauritanie, réalisé par nos partenaires.

dans la région des projets. Celle-ci a donné des résultats très positifs.

projet nous semble intéressante pour notre travail.

Ensemble avec la Commission internationale d'Uniterre, nous avons introduit un projet de formation sur les OGM en Indonésie, proposé par la Fédération des Syndicats Paysans d'Indonésie.

Zaynab Tera. La visite a permis d'approfondir les échanges autour des nouvelles orientations des Jardins de Cocagne et de clarifier certains points autour du projet.

GRAD dans le cadre de collaboration entre Genève et la région Rhône-Alpes.

Conclusions

Qualitativement, le travail du comité s'est déroulé dans des bonnes conditions, à la fois au Nord et au Sud.

Par manque de disponibilités, certains dossiers sont restés en souffrance. Nous arrivons aux limites du bénévolat, il pourrait être intéressant et nécessaire d'intégrer des ressources externes dans certaines activités.

En 2005, nous avons deux priorités:

- Avancer la recherche - action en Afrique pour approfondir la réflexion sur la souveraineté alimentaire
- Renforcer le concept d'information et de communication au Nord.



Les projets en Afrique

Quels projets pour qui et pour quoi faire ?

Depuis vingt ans maintenant, les Jardins de Cocagne soutiennent d'abord des **organisations paysannes**, puis depuis cinq ans, directement des **collectivités locales** (des communes) de la région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie.

Les **objectifs principaux** de nos actions sont:

- Le **soutien à l'organisation** des groupements, des coopératives et des associations en milieu rural:
 - > l'Association de lutte Anti-érosive de la Falémé (ALAEF) au Sénégal,
 - > la Coordination des femmes de Same au Mali,
 - > les Unions de coopératives en Mauritanie
- Le **renforcement des réseaux associatifs** dans le but de donner une voix politique à un monde rural oublié:
 - > le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
 - > le projet de la Caravane en Mauritanie
- La mise en place de **structures d'appui techniques locales** au service des populations rurales comme les Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC), et le projet de prévention « Comment vivre avec le vih-sida » au Sénégal.
- L'appui à la **décentralisation** qui s'installe dans les 3 pays, avec une place importante laissée à la société civile et en particulier aux responsables issus du monde associatif partenaire des Jardins de Cocagne. En collaboration avec d'autres ONG et organisations d'appui, nous soutenons, au sein d'une collectivité par pays, la création de fonds de développements locaux, gérés par les élus et les représentants de la société civile:
 - > la communauté rurale de Kothiary au Sénégal
 - > la Commune de Koussane au Mali
 - > la Commune de Baïdiam en Mauritanie

Au Sénégal

Les CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit dans le département de Bakel

Ce projet est le fruit des réflexions d'un groupe d'organisations paysannes et d'ONG qui géraient dans les années 90 un fonds souple visant à appuyer les initiatives de la base au Sénégal Oriental. Ce comité de gestion du «fonds souple - Les Jardins de Cocagne » a d'abord été à l'origine de la création d'un réseau pour les financements alternatifs (REFA) puis du programme CLEC dans le département de Bakel. Ce programme installe des caisses villageoises qui gèrent l'épargne de leurs membres et participent au développement économique par la mise en place d'un système de crédit basé sur cette épargne. Ces caisses appartiennent à leurs membres et sont gérées par ceux-ci.

Après les deux premières phases qui ont vu la mise en place de 19 caisses, ce programme est aujourd'hui dans une phase intermédiaire de renforcement des caisses existantes. Au 30 juin 2004, le montant total des dépôts était de plus de 270 millions de FCFA (CHF 700'000) avec plus de 100 millions de FCFA (CHF 260'000) de crédit et un taux de remboursement de 97 %.

Fin 2003, le précédent programme s'est terminé sans que les financements pour poursuivre le dispositif en l'état n'aient été trouvés. De ce fait, les organisations paysannes de la zone ont dû maintenir le dispositif sans soutien extérieur en s'appuyant sur les responsables des caisses. En même temps, elles ont réfléchi à un programme plus autonome s'appuyant sur les résultats des premières CLEC et reposant au maximum sur leurs ressources humaines.

Ce programme, d'une durée de 2 ans, vise:

- la création de 7 nouvelles caisses,
- le renforcement des CLEC en fonctionnement,
- la mise en place de deux structures fédératives des caisses.

Il sera géré par un comité de pilotage composé de représentants des deux

organisations paysannes intervenant dans la zone des CLEC et des représentants des caisses elles-mêmes, donc plus restreint aux bénéficiaires que dans le passé. Ce comité gèrera directement le programme, il en assurera la maîtrise d'œuvre en recrutant une équipe réduite composée de:

- un **coordinateur/consultant du programme** qui assure le suivi des activités et interviendra à temps partiel pour former, appuyer et évaluer le personnel;

Une société en évolution

A travers les 13 projets soutenus par les Jardins de Cocagne, et dans le cadre d'un échange continu avec le milieu migrant (80% des ressortissants africains noirs travaillant en région parisienne viennent de la région de nos partenaires), nous pouvons suivre **l'évolution de la société**.

Cette évolution est caractérisée par une opposition permanente entre:

- une **société traditionnelle** où la culture est étroitement liée à un système d'ethnies et de castes, et l'économie basée en grande partie sur l'autosuffisance alimentaire,
- une **société moderne** marquée par des technologies avancées (la voiture, les télécommunications, l'informatique), une ouverture totale vers l'extérieur (du fait des migrants et des médias partout présents) et des échanges commerciaux tous azimuts sans aucune protection à la frontière des Etats.

Dans le contexte de la confrontation quotidienne de ces mondes, accentuée par la migration de 20% de la population active, il est difficile d'avoir des notions très précises d'un modèle de développement. Il ne suffit pas de résoudre les problèmes immédiats que sont l'accès à l'eau potable, la scolarisation des enfants, la santé etc. Il s'agit avant tout de soutenir les paysans qui proposent de devenir des acteurs de ce développement et qui cherchent, comme nous ici d'ailleurs, une place dans une société dont le fonctionnement néo-libéral ignore complètement leur sort.

- **deux inspecteurs** qui seront affectés chacun dans une zone pour réaliser les travaux d'inspection des caisses existantes et la collecte des données ;
- **sept agents d'appui conseil** affectés chacun à un village devant abriter une future caisse dont ils vont accompagner la mise en place.

Ce nouveau programme pour la période 2005 et 2006 vient d'être accepté pour financement par la FGC. En 2004, phase intermédiaire, nous n'avons pas demandé de subvention pour ce projet..

Le fonds de développement local de la communauté rurale de Kothiari

Ce fonds a été mis en place il y a trois ans. Il permet de financer des actions de développement dans les quarante villages de la commune. Il est géré par un comité communautaire de pilotage composé du maire, des élus et des représentants de la société civile (associations paysannes, groupements féminins, etc.).



En 2004, plus de 70 projets ont été proposés à ce comité dont une trentaine ont été retenus et réalisés.

Les actions financées appartiennent prioritairement aux volets:

- accès à l'eau potable pour tous,
- amélioration de la santé et de l'éducation,
- approvisionnement en produits de première nécessité
- simplification du travail des femmes
- perfectionnement de l'agriculture.

Un important travail d'autoévaluation et une évaluation externe ont été entrepris en 2003.

Il a fait ressortir la priorité à donner à la formation des membres des différentes instances, à la simplification et la formalisation des procédures de décision et de gestion, ces priorités constituant l'ossature du programme à développer dans la nouvelle phase 2004-2005.

En 2004, un important travail a été entrepris pour renouveler et pour renforcer les Cadres Locaux de Concertation (CLC) qui regroupent les représentants des élus et des organisations de la société civile. Ces cadres de concertation, qui sont le gage d'une gestion concertée du programme, constituent également une modalité privilégiée d'appropriation du programme par les populations ; de ce fait, ils sont d'un enjeu stratégique pour le renforcement et l'approfondissement de ce programme de développement local.

En 2004, nous avons reçu CHF 40'245 de la DDC et CHF 39'640 de la Commune de Carouge pour ce programme.

ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)

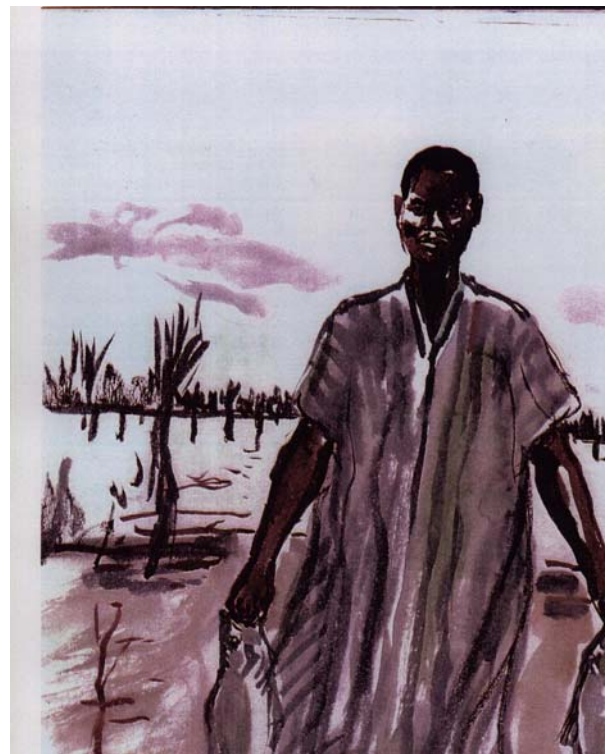
Les villages membres de l'ALAEF sont situés sur les deux rives du fleuve Falémé, qui fait office de frontière entre le Sénégal et le Mali.

Le milieu naturel y est très dégradé pour plusieurs raisons: modification du fonctionnement de la rivière depuis la régularisation du fleuve Sénégal, surpâturage et exploitation intensive du couvert végétal. Partout, ravines et crevasses apparaissent, se creusant saison après saison avec des effets divers et importants: diminution de la fertilité, parfois stérilité totale des terres situées à l'intérieur, menace sur les villages bordant le cours d'eau, ravinement des passages de

pistes rendant les communications encore plus délicates.

L'ALAEF a été créée en 1990 par des jeunes afin justement de freiner ce phénomène de dégradation. Depuis cinq ans, elle a expérimenté avec succès des actions de traitement de ravines pour protéger des villages et les zones de culture. Cela a entraîné une reconnaissance de l'ALAEF au sein des villages, lui permettant de proposer par la suite des actions visant le développement des productions et l'augmentation des revenus.

Avec les subventions de la FGC, l'ALAEF a pu acheter un camion d'occasion qui permet aux paysans de transporter les pierres nécessaires pour la construction des murets anti-érosifs.



Ce camion est également loué pour des travaux de construction privée. Les résultats des cinq années de gestion de ce camion sont très prometteurs, un second véhicule a ainsi pu être acheté avec les bénéfices et à terme, les produits dégagés permettront d'autofinancer une partie des frais de fonctionnement de l'association.

Un nouveau programme pour la période 2003-2006 a été accepté par la FGC il y a un an. En plus de la construction d'ouvrages anti-érosifs dans le domaine de la production agricole, l'ALAEF poursuit son programme d'alphabétisation fonctionnelle, met en place

des bibliothèques villageoises et démarre un programme de recherche-action dans le domaine de l'élevage, par la formation des éleveurs et l'expérimentation de petites unités de production de lait.

En 2004, nous avons reçu pour ce nouveau programme CHF 60'461 de la DDC.

Un projet de lutte contre le vih-sida

« Comment vivre avec le vih-sida ? » est devenu une question incontournable dans toute action pour le développement. Sans discussion ouverte sur ce thème, l'efficacité des programmes de lutte contre le Sida reste très limitée.

Depuis 2002, les Jardins de Cocagne appuient des actions sur ce thème dans la région de Tambacounda. Il s'agit de:

- participer au financement de l'Association Clinique Counselling (ACC) de l'hôpital de Tambacounda qui fait depuis plusieurs années un travail de prévention et de suivi des malades,
- former des animateurs paysans sur le thème « Comment vivre avec le Sida ? » suivi de l'organisation de causeries dans les villages sur ce sujet,
- organiser des rencontres entre tous les acteurs qui travaillent sur ce sujet pour faire le bilan des actions menées et pour définir leur poursuite.

En février 2004, la FGC a accepté notre projet de poursuivre cet engagement pendant 2 ans et renforcer ainsi la lutte contre le vih-sida dans la région.

L'appui des Jardins de Cocagne au travail de l'ACC a permis d'améliorer l'accompagnement et le soutien des personnes touchées par le vih-sida, en garantissant pour la première fois la continuité au niveau du financement. L'ACC a ainsi pu assurer le suivi médical dans des meilleures conditions. L'association a pu obtenir l'accès à un traitement antiviral pour certaines personnes grâce à l'initiative sénégalaise (ISA AV). L'ACC a également pu améliorer les visites à domicile et les projets d'activités génératrices de revenus. Par ailleurs, elle a organisé de nombreuses causeries et projections de film auprès des groupements de femmes, des jeunes, des

professionnels du sexe ou encore des routiers.

Pour le travail en zone rurale, les Jardins de Cocagne travaillent avec leurs partenaires des structures paysannes dans la région de Bakel (Comité de Bakel) et l'Union paysanne pour le développement rural de Ségoura (UPDR). Des animateurs ont été formés pour leurs interventions. Dans la région de Bakel et de l'ALAEF, 22 animations ont réuni plus de 1300 personnes. La troupe culturelle de l'UPDR, formée à la problématique par l'ACC, a assuré pendant l'été une tournée d'animation sous formes de sketch dans 3 communes.



En septembre, une rencontre sous-régionale a réuni une trentaine de représentants des 3 pays - Sénégal, Mali et Mauritanie - sur le thème de la prise en charge psycho-sociale et éducationnelle des orphelins et enfants vulnérables à cause du vih-sida. Cette rencontre a trouvé un large écho dans les médias, radios et journaux. Les participants soulignent l'importance de la prise en charge de ces enfants « qui sont nos enfants à tous, car le monde étant un seul monde ».

En 2004, nous avons reçu CHF 11'240 de la DDC, CHF 1'000 de la Commune de Collex-Bossy et CHF 20'000 de la Commune de Meyrin et CHF 4'984 sous forme de parrainage pour ce projet.

Le CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel

Créé en 1990, ce centre de formation est aujourd'hui géré par une quarantaine d'associations de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Il est au centre du développement des réseaux associatifs de cette région et il organise une grande partie des formations sur les thèmes de l'agriculture, de l'artisanat, de la gestion, de l'animation et de la décentralisation.

Le CEFP met également sur pied des rencontres entre les acteurs de toute la région sur des thèmes comme la décentralisation, les politiques de développement, l'entrepreneuriat féminin ou la promotion des langues nationales.

Les Jardins de Cocagne sont partenaires du CEFP depuis 1992, avec un appui global aux différents programmes que le centre a développé jusqu'en 2000.

En 2004 et 2005, les Jardins de Cocagne financent un programme d'appui à l'alphabétisation qui vise à:

- renforcer les compétences des personnes responsables des programmes d'alphabétisation dans la sous région,
- organiser des échanges entre ces responsables et les institutions nationales chargés de l'enseignement des langues locales,
- harmoniser les outils d'alphabétisation,
- élaborer des méthodes de post-alphabétisation.

En 2004, nous avons reçu CHF 30'754 de la DDC pour ce programme.



Au Mali

La coordination de la Fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME

La région de Kayes est une des régions maliennes les plus défavorisées: déficit pluviométrique, grave érosion, éloignement des centres de décisions. Malgré la présence du fleuve Sénégal, l'agriculture s'y est peu développée et devant le déficit alimentaire, les hommes, en grand nombre, ont dû choisir le chemin de l'émigration, vers la France en particulier.

De leur côté, du fait de ce départ des hommes, les femmes ont dû assurer la plus grande partie des tâches quotidiennes alors

que le poids de la tradition ne leur permet pas, à l'heure actuelle, d'acquérir un réel pouvoir décisionnel. La coordination des femmes de l'arrondissement de SAME est intéressante, car il s'agit d'une structure née de l'initiative de femmes et gérée par les femmes elles-mêmes alors que dans la plupart des cas au Mali, les groupements féminins évoluent plutôt dans l'orbite des hommes et de leurs structures. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, les cinq premières associations membres ont pu aménager des jardins maraîchers, une caisse d'épargne et de crédit a été mise en place et des cours d'alphabétisation et des stages de formation ont permis de faire avancer réflexion et structuration.

Les Jardins de Cocagne soutiennent ces femmes financièrement depuis 1994 pour des projets d'une durée de deux à quatre ans et des périodes entre les projets sans financement de notre part comme en 2003 et 2004.

Pour 2005 et 2006 un nouveau projet à été accepté par la FGC qui vise:

- l'augmentation du capital de la caisse d'épargne et de crédit pour répondre sous forme de prêts adaptés aux besoins des investissements agricoles,
- le démarrage de petites unités de production de lait dans un cadre de recherche-action,
- l'augmentation de la surface agricole cultivée par les femmes par une subvention partielle de groupes motopompe, le reste des fonds nécessaires étaient des crédits obtenus par les groupements auprès de la caisse.

En 2004 nous n'avons pas demandé de financement pour ce projet.

Le fonds de développement local de la Commune de Koussané

La Commune de Koussané est située dans la partie nord du cercle de Kayes. Elle est composée de vingt-huit villages administratifs et de soixante hameaux de culture et compte un peu plus de 20'000 habitants.

Quatre ethnies s'y côtoient: les Maures, les Soninkés (Sarakolés), les Khassonkés et les Peuls. Cependant, deux ethnies sont plus largement représentées: les Soninkés et les Maures.

Le nombre de personnes actuellement en migration est estimé à environ 1'130, soit plus de 5% de la population totale.

L'agriculture est l'activité principale de la population, l'élevage venant en seconde position avec des pratiques et des fonctions traditionnelles (élevage de prestige), la notion de rentabilité venant au second plan.

Les activités commerciales sont plutôt limitées localement malgré l'existence d'un marché potentiel assez important dans la zone, l'essentiel des biens provenant de

Kayes où ils sont généralement achetés par les migrants.

En cas de surproduction agricole, les excédents de productions sont principalement vendus dans les villages d'où ils sont ensuite acheminés vers Kayes ou vers la Mauritanie par l'intermédiaire des commerçants.

Les activités artisanales y sont peu développées, elles concernent essentiellement la confection de nattes par les femmes, la boucherie, la boulangerie, etc.

Comme à Kothiari au Sénégal, la Commune de Koussané veut mettre en place un fonds pour cofinancer des projets communaux et appuyer ceux de la société civile, en particulier des organisations paysannes.

Ce programme vise la mise en place de moyens financiers mais également de cadres de concertation susceptibles de générer des actions de développement local conçues et gérées par les bénéficiaires et ce dans un cadre de transparence totale.

Le cadre de concertation de plus de 80 personnes regroupant toutes les catégories socio-professionnelles (élus, associations, représentants des villages, artisans, société civile) est l'organe d'exécution de ce programme. Il est régi par un règlement intérieur définissant son fonctionnement et le rôle des membres.

Après plus d'une année de concertation, toutes les structures de décisions sont aujourd'hui en place et le fonds est devenu opérationnel.



Les premières actions financées portent essentiellement sur la formation des membres des différentes instances, l'équipement en matériel scolaire pour

quatre nouvelles écoles, la formation et l'équipement de réparateurs de pompes et l'élaboration d'un répertoire de la zone. A partir de 2005, ces associations pourront bénéficier d'appui selon des procédures définies de façon participative.

En 2004, nous avons reçu pour ce projet: CHF 19'062 de l'Etat de Genève, CHF 11'820 de la Commune de Veyrier, CHF 27'580 de la Commune de Plan-les-Ouates et CHF 25'032 de la Ville de Genève.

En Mauritanie

La région du Guidimakha fait naturellement partie de notre zone d'intervention entre les trois frontières du Mali, du Sénégal, et de la Mauritanie. Mais pour des raisons politiques (conflit entre la Mauritanie et le Sénégal en 1989), il n'est possible que depuis cinq ans de travailler directement avec les associations de cette région bien que des cadres paysans aient pu, à partir de 1992, être formés au sein du Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel au Sénégal.



L'environnement politique, social et culturel de cette région est particulièrement défavorable, les infrastructures y sont inexistantes, l'analphabétisme général et l'accès aux formations très difficile. De plus, les événements ethniques des années 89-92 ont considérablement ralenti toutes les dynamiques qui avaient vu le jour et laissé un paysage social bouleversé. A cela, il faut

ajouter les difficultés climatiques et le niveau très faible des techniques agricoles.

Dans ce contexte, l'organisation du monde rural est indispensable pour entreprendre des actions de développement et c'est pour cette raison que l'appui à la structuration des organisations paysannes prend une place centrale dans notre approche, en partant du postulat que l'apport de techniques seules ne pouvait pas entraîner un réel développement.

A la fin des années 90, quatre unions de coopératives se sont constituées et nous avons choisi de commencer notre travail avec ces dernières, tout en réfléchissant avec elles au rôle que le mouvement coopératif qu'elles représentent peut jouer dans le développement régional.

Les quatre unions sont:

UCDOB, Union des Coopératives de Développement d'Ould Yenge et de Bouilly

financée en 2004 par l'Etat de Genève pour CHF 20'000, par la Commune de Carouge pour CHF 30'705, par la DDC pour CHF 35'806 par la Commune de Veyrier pour CHF 10'000, par la Commune de Jussy pour CHF 500, ainsi que de par des parrainages pour CHF 375.

Union El Wane

financée en 2004 par l'Etat de Genève pour CHF 28'901 et la DDC pour CHF 28'901.

UCFG, Union des Coopératives Féminines du Guidimakha

pour laquelle nous n'avons pas demandé de subvention pour 2004, une demande pour 2005 est en cours.

UCDK, Union des Coopératives de Développement du Karakoro dans la Commune de Baïdiam

financée dans le cadre du projet de fonds de développement de la Commune de Baïdiam.

Ces quatre unions regroupent environ 300 coopératives dont chacune compte entre 5 et 50 membres et qui s'organisent presque toujours autour des activités productives comme le maraîchage, la fabrication de la gomme arabique, l'élevage de moutons ou de chèvres, l'artisanat (travail du cuir, tissage, fabrication de nattes, teinturerie, savonnerie) ou le petit commerce.

L'union leur apporte différents services, en particulier l'accès à la formation et à l'alphabétisation, mais également au crédit et à l'appui technique (maraîchage, gomme arabique entre autres). Deux des unions fabriquent également du grillage pour protéger les jardins contre les troupeaux de chameaux venant du Nord et qui sont à l'origine de nombreux conflits entre nomades et sédentaires dont les cultivateurs font toujours les frais.

Ces quatre unions regroupent environ 300 coopératives dont chacune compte entre 5 et 50 membres et qui s'organisent presque toujours autour des activités productives

A l'image de ces unions, d'autres se sont maintenant créées, mais il serait impossible de les soutenir toutes à la manière de ce qui a été fait dans le passé. Nous les appuie-

rons donc dans leur recherche d'actions transversales permettant une prise en charge plus régionale des problèmes.

Il n'est cependant pas question de mettre en place une fédération « superstructure » qui prendrait la place des unions et des coopératives à la base mais plutôt un organe de réflexion qui gèrerait certains programmes transversaux en laissant la responsabilité des actions locales au niveau de chaque union. Par exemple, concernant l'alphabétisation, on pourrait imaginer un programme de formation des enseignants, une réflexion pédagogique, la conception de documents en commun, mais avec des

programmes locaux restant sous la responsabilité de chacune des unions.

Une telle structuration pourrait aussi avoir comme objectif d'identifier les besoins en formation et de mener des programmes de recherche-action dans différents domaines techniques qui posent problème dans la zone tel que le maraîchage, l'exhaure de l'eau, la production de gomme arabique, l'amélioration des systèmes d'élevage ou encore la maîtrise des eaux de surface ou l'artisanat.

La Caravane

La Caravane est le premier projet fédératif qui réunit la quasi totalité des unions de coopératives évoluant dans le Guidimakha.

Ce projet consiste dans l'organisation de voyages à l'intérieur du Guidimakha pour permettre aux 375 coopératives de la région de se rencontrer régulièrement.



L'objectif général de cette caravane permanente est de développer l'échange entre les coopératives en favorisant l'analyse des difficultés rencontrées et des solutions retenues ainsi que la réflexion sur l'appui et en mettant en valeur les savoir-faire et les compétences locales. C'est également la première expérimentation d'un fonctionnement fédératif dont le caractère informel garantit à chaque union de conserver son identité propre.

Différents impacts sont attendus:

- le rapprochement entre les différentes ethnies qui coexistent dans les mêmes communes mais qui, souvent, n'ont pas l'occasion de mener ensemble des actions,
- la reconnaissance accrue du rôle des femmes par la connaissance des actions qu'elles entreprennent,

- la création d'un réseau entre les différentes unions permettant à terme la gestion de programmes régionaux,
- la rupture de l'isolement pour les coopératives qui ne sont pas membres d'une union.

Les objectifs plus spécifiques s'énoncent comme suit:

- démultiplier des techniques innovantes expérimentées dans certaines coopératives, techniques plus performantes de maraîchage culture attelée, techniques de saignées des gommiers respectueuses des arbres, artisanat, gestion des magasins villageois, etc.,
- favoriser l'apprentissage par la rencontre et le partage du geste,
- faire un inventaire précis des compétences dans les différentes coopératives selon les zones,
- préparer, par l'expérimentation d'un travail conduit en commun, l'émergence d'une structure réunissant les unions pour leur participation au développement régional.

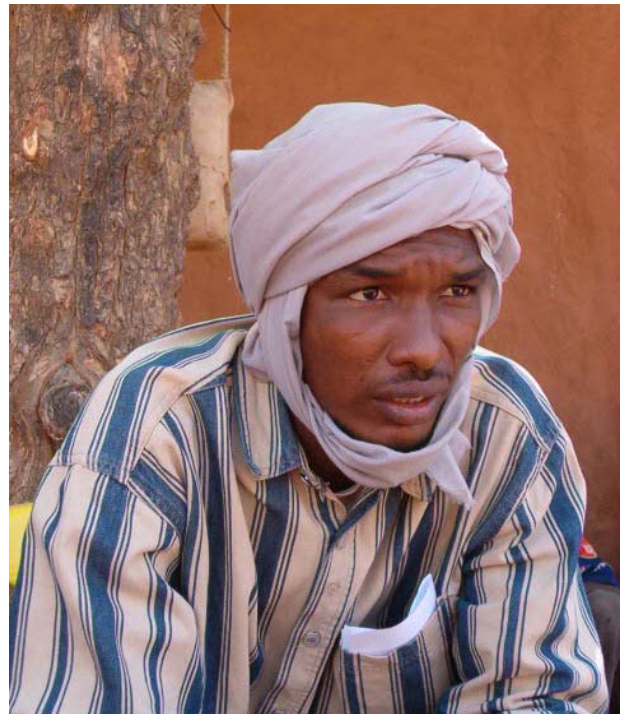
Ce projet a été financé en 2004 par la DDC pour CHF 23'305 et par l'Etat de Genève pour la même somme.

La Commune de Baïdïam

En juillet 2001, un fonds de développement local a été mis en place dans la Commune de Baïdïam suivant les mêmes principes qu'à Kothiari au Sénégal. Il s'agit du premier fonds géré par les élus et les représentants de la société civile au sein d'une commune du Guidimakha.

Le conseil municipal, en collaboration avec les élus, les chefs traditionnels des villages et les responsables des coopératives de la

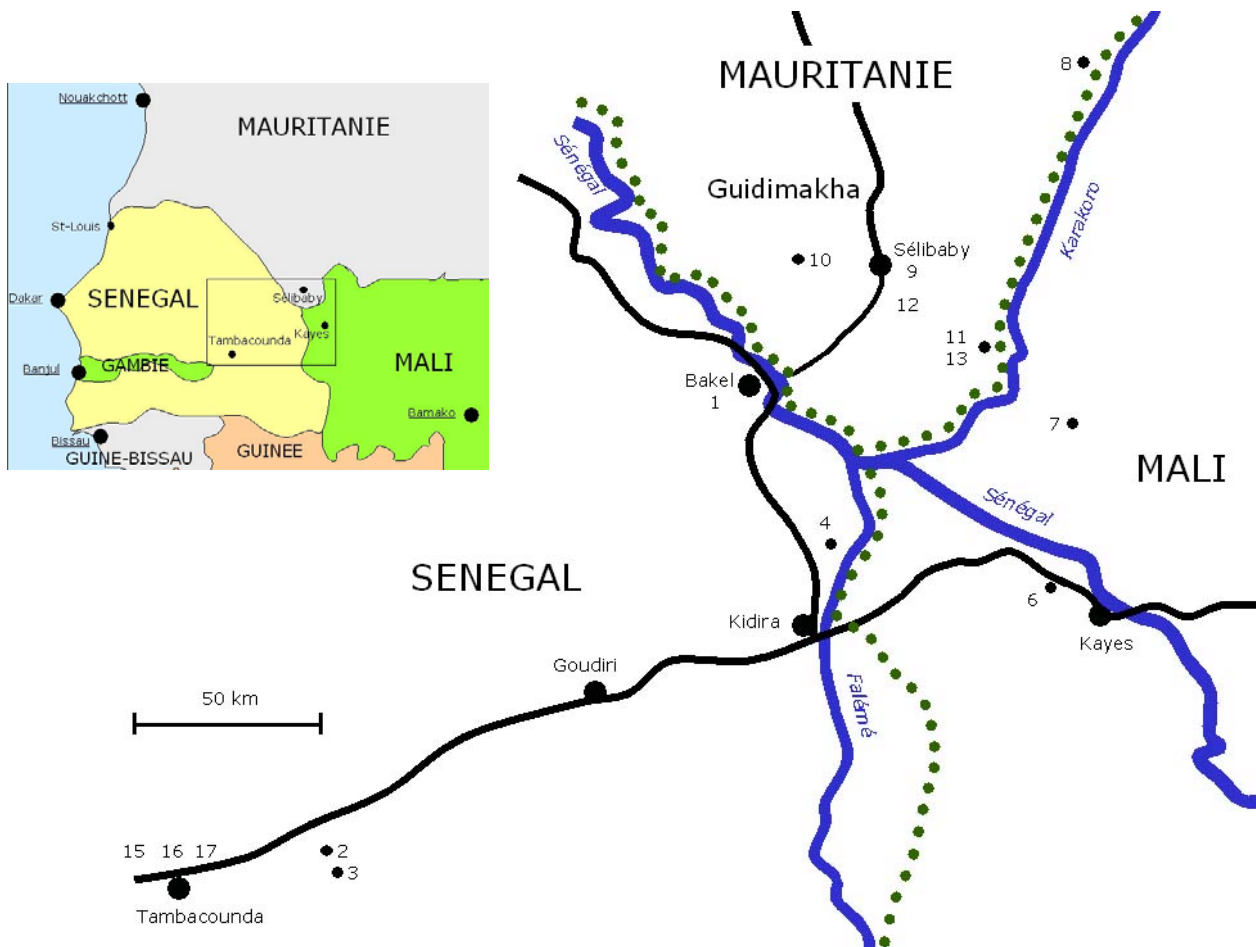
commune a mis en place un dispositif participatif pour faire fonctionner ce fonds.



Pour la mise en œuvre de ce programme quadriennal le comité de développement a engagé plusieurs actions en 2004. Il s'agit de:

- fonçage et surcreusement de puits,
- construction d'un poste de santé,
- construction de parc de vaccination,
- construction des salles de classe,
- formations et alphabétisation,
- voyage d'étude,
- missions de sensibilisation sur la gestion des ressources naturelles,
- construction d'une bibliothèque communale.

Ce projet a été financé en 2004 par la DDC pour CHF 47'520 et par l'Etat de Genève pour CHF 17'520, par la Ville de Genève pour CHF 20'000 et par la Commune de Pufflinge pour CHF 4'755.



Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:

- 1) CEFP, Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
- 2) CLEC, Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 3) Commune de Kothiari, Fonds de développement local
- 4) ALAEF, Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)
- 5) Projet de lutte contre le Sida entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.
- 6) Coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME
- 7) Commune de Koussané, Fonds de développement local
- 8) Union des Coopératives de Développement des Communes de Bouilly et Ould Yengé, UCDOB
- 9) Union des Coopératives des Femmes du Guidimakha, UCFG
- 10) Union des Coopératives Féminines El Wane
- 11) Union des Coopératives de Développement de la Karakoro, UCDK
- 12) Caravane
- 13) Commune de Baidiam, Fonds de développement local

Les ONG appuis techniques, partenaires des Jardins de Cocagne:

- 14) GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rurale dans le tiers-monde. Bakel, Sélibaby, Kayes
- 15) GADEC : Groupe d'Action pour le Développement Communautaire, Tambacounda.
- 16) Kora : ONG d'appui technique pour la promotion de l'artisanat, Tambacounda.
- 17) Comité de clinique counselling / VIH - Sida, Tambacounda

Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud, cp 245, CH-1233 Bernex

SoliSud@Cocagne.ch - www.Cocagne.ch

CCP: 30-175347-2, Les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud, Dons